

Doe-Number: KP000291

multimillionnaire lord Temple. Elle lui apporte 75 000 livres de rente et quelques châteaux. Leur « penthouse » de Park Lane fait les belles nuits du Tout-Londres. On y tient des propos libéraux. Mountbatten accompagne son cousin le prince de Galles, le futur Edouard VIII, autour du monde. Brillant, « magnétique », il est la coqueluche de la high society.

1939. La guerre encore. Il prend le commandement du destroyer « HMS Kelly », à bord duquel il deviendra un héros. Novembre 1939, le « Kelly » heurte une mine dans la Manche. Mai 1940, il est torpillé en mer du Nord. 1941, au cours de la bataille de Crète, il coule. Dans l'eau où il patauge avec son équipage, lord Louis fait crier trois « hourras » à l'adresse du navire perdu.

L'empire se fendille

Churchill l'a remarqué. Il le charge de l'entraînement des commandos, en vue d'un débarquement allié en France. En 1942, c'est la désastreuse opération de Dieppe. Le très conservateur et canadien d'origine lord Beaverbrook ne la lui pardonnera pas : « Il a tué mes Canadiens. Ils sont partis 4 000, et 3 000 ne sont pas revenus. » Les Tories se méfieront toujours de ce noble libéral et de sa réputation populaire.

Mountbatten n'est pas jugé responsable de l'échec du raid de Dieppe. On lui confie le commandement des forces alliées en Asie du Sud-Est. Front oublié, mais campagne brillante. Il reconquiert la Birmanie et reçoit à Singapour, en 1945, la reddition des officiers nippons.

1947. L'après-guerre. L'empire se fendille. Clement Attlee, Premier ministre travailliste, s'adresse à ce héros de sang royal, ouvert aux idées du Labour. Il lui donne carte blanche pour mener les Indes, la perle de la Couronne, à l'indépendance. Mountbatten est vice-roi. Il s'assoit sur un trône plus fastueux que tous ceux de l'Europe, qui flatte son goût pour l'apparat.

Il ne parvient pas à éviter la partition du pays, ni les massacres entre communautés indo-musulmanes. Aujourd'hui encore, on s'interroge sur sa responsabilité dans les problèmes où se débat la péninsule. Mais les Indiens ne garderont que le souvenir du vieux mahatma Gandhi s'appuyant sur l'épaule d'Edwina pour pénétrer dans le palais du gouvernement. Aujourd'hui, au lendemain de la mort du dernier vice-roi, Delhi décerne sept jours de deuil national. « L'Inde a perdu un ami », dit Indira Gandhi. En 1948, Mountbatten quitte son trône éphémère. Et rempile dans la Navy.

1949, vice-amiral. 1953, amiral. 1955, Premier lord de la Mer. Le titre que l'on a ôté à son père. Il est parvenu à son but.

En 1965, il se retire. Mais il reste le conseiller le plus écouté de la famille royale. Il considère Phillip, son neveu, comme le fils qu'il n'a jamais eu avec Edwina, morte en 1960. Le mariage d'Elisabeth est son œuvre. Il est « uncle Dickie ». Il supervise l'éducation du prince Charles, le forme à sa vision du monde. Il est l'éminence grise de Buckingham.

Le drame irlandais s'est refermé sur son cadavre mutilé. A Bruxelles, mardi soir, une nouvelle bombe explose sous une estrade où devait se produire un orchestre de l'Armée britannique. La presse crie vengeance. Les loyalistes appellent à la répression contre les catholiques. Scotland Yard resserre sa protection autour des membres de la famille royale. Accablée de critiques, accusée d'offrir refuge aux membres de l'Ira, la police irlandaise se hâte d'inculper deux suspects arrêtés le matin même de l'attentat contre lord Mountbatten.

Le Premier ministre, Margaret Thatcher, se rend en Irlande du Nord. Vêtue d'un treillis militaire, elle visite le village frontière de Crossmaglen, l'un des principaux centres de l'activité terroriste. Elle montre que l'Angleterre n'a pas peur.

Le pape Jean Paul II, qui doit aller en Irlande à la fin de septembre, renonce à faire étape en Ulster pour ne pas provoquer les protestants. C'est de l'autre côté de la frontière qu'il lancera aux catholiques et aux protestants de l'Ulster écartelé, martyrisé par la guerre civile et religieuse, un message de paix. Un mot dont, depuis longtemps, ils ont oublié le sens. **JACQUES BUOB ■**

IRAN

Kurdistan : le coup de Khomeiny

Comment le fanatique de Qom a mis l'Armée dans sa poche pour mettre à la raison les Kurdes de Mahabad.

Debout, les yeux bandés, onze peshmergas, ces guerriers kurdes aux pantalons bouffants, s'effondrent sous les balles des pasdars, les fanatiques Gardiens de la Révolution lancés par l'imam Khomeiny, il y a quinze jours, à l'assaut du Kurdistan. Scène terrible, filmée à Sanandaj lundi dernier. Depuis, les exécutions sommaires se poursuivent sans relâche dans les villes que traverse, telle la Mort en personne, le sinistre ayatollah Khalkhali, procureur itinérant de Khomeiny en terre « rebelle ».

« O, Ennemi, ceux qui parlent le kurde vivent toujours. Que personne

ne dise que les Kurdes sont morts » : c'est par ces paroles de défi, teintées de désespoir, que s'ouvre le chant de ralliement de cette population qui prétend descendre des antiques Mèdes. Depuis la bataille de Tchaldyran, en 1514, qui marque le premier partage du Kurdistan entre la Perse et l'Empire ottoman, les Kurdes n'ont jamais cessé de contester l'hégémonie du pouvoir central iranien (1). Mais, aujourd'hui, en cet an de grâce 1399 de l'ère musulmane, c'est un chef religieux chi'ite qui a pris l'initiative de persécuter, au nom d'Allah, ces vieilles tribus sunnites du nord-ouest de l'Iran. Cet arrière-fond de « guerre de religion » ajoute à la violence impitoyable de l'affrontement.

Mardi dernier, à Téhéran, Mahmoud Taleghani, l'ayatollah de la capitale, laisse entendre à une délégation kurde conduite par un religieux de Mahabad qu'un cessez-le-feu est sur le point d'intervenir. Mais, le soir même, le dictateur en turban de Qom repousse brutalement cette perspective. « Il s'agit non pas de négocier avec des criminels, mais de les écraser », déclare-t-il. D'une phrase, l'imam balaie les demandes des Kurdes, visant en particulier le rappel de Khalkhali et des pasdars. Il confirme l'interdiction du Parti démocratique kurde, le P.d.k., et l'anathème jeté sur la plus haute autorité religieuse du Kurdistan, le cheikh Ezzedine Husseini. Khomeiny est d'autant moins disposé aux concessions que la victoire est maintenant à sa portée.

Dans cette affaire, l'imam a démontré encore une fois qu'au fanatisme d'un Savonarole il ajoute l'habileté d'un Machiavel. Le 18 août, il se déchaîne contre le Dr Abdoul Rahman Ghassemloo, traité de « criminel » et de « séparatiste athée » : mis hors la loi, le leader du P.d.k. ne pourra défendre devant l'Assemblée des experts, dont il est l'un des membres élus — et bien élu — ses thèses sur l'autonomie régionale.

Le lendemain, Khomeiny envoie au « casse-pipe » une poignée de pasdars, refoulés par les Kurdes de Pavé : le prétexte d'une répression massive est créé. La presse aux ordres appelle à la levée en masse contre les rebelles. Un convoi de pasdars — accompagné cette fois du général Valiollah Falahi, chef d'état-major de l'Armée de terre, et du Dr Moustapha Chamrane, vice-Premier ministre, « patron » des pasdars et de la nouvelle police secrète, la Savama — pénètre dans Pavé. La ville est prise, avec l'aide des hélicoptères venus de la base voisine de Kermanshah. Les appareils utilisent le napalm sur les collines qui entourent Pavé.

Suite page 85 →

(1) Voir « Les Kurdes et le Kurdistan », dir. Gérard Chaliand, Maspéro, et « Le Mouvement national kurde », par Chris Kutschera, Flammarion.

→ Suite de la page 80

En quelques jours, remontant vers le nord, les pasdars et l'Armée — que Khomeiny, qui s'est nommé lui-même commandant en chef, a secourue de sa torpéur par un mélange d'éloges et de menaces — prennent le contrôle de Sanandaj, d'Irانشah, de Saqqez, où les combats sont violents, et de Miandoab.

La tenaille se referme sur Mahabad, bastion du P.d.k. et ville symbole du Kurdistan iranien. C'est en effet ici, entre décembre 1945 et décembre 1946, qu'a siégé le gouvernement d'une éphémère République kurde, portée sur les fonts baptismaux par les Soviétiques et par la puissante tribu des Barzani. C'est ici que devait se tenir, le 25 août, sous l'égide du P.d.k., une grande réunion des peuples non perses d'Iran — Kurdes, Arabes, Azaris, Baloutches, Louris, Turkmènes — qui représentent près de la moitié de la population du pays. Objectif : définir une stratégie commune face à ce que les Kurdes dénoncent comme la « réaction noire de Qom ». Tout devient possible, y compris le démembrement de l'Iran.

Danger mortel

Houshang Nahavandi, ancien ministre du Shah, raconte à Bernard Ullmann, de L'Express, comment il a fui par le Kurdistan, qui, selon lui, « échappait encore totalement, il y a quelques semaines, au contrôle des autorités centrales ». Il souligne que les revendications des Kurdes, pour l'autonomie et pour les libertés, ont la sympathie non seulement des minorités nationales, mais aussi de la partie éclairée de l'opinion publique iranienne.

Danger mortel pour Khomeiny, qui n'est sûr ni de Téhéran, frondeur par tradition, ni de l'Armée, hésitante pour reprendre des tâches de répression qui ont fait son malheur et sa honte. Avec une ruse digne des contes persans, l'imam prend les devants, concentre dans ses mains tous les pouvoirs, achève de museler la presse, manœuvre les pasdars comme Mao les Gardes rouges, et « mouille » l'Armée dans l'opération. Il peaufine aujourd'hui le dernier acte du drame qu'il a mis en scène : la chute de Mahabad.

Un cinéaste français, qui a passé la journée du jeudi 23 août au milieu des troupes de la 64^e division du colonel Zahernejad, à 30 km de Mahabad, raconte à L'Express : « J'ai vu une vingtaine de chars, des canons de 155 et des automitrailleuses. Le commandant en second m'a dit crânement : « Dans quelques jours, notre colonel sera général. » Sous-entendu : la prise de Mahabad est proche. Si les officiers sont calmes, beaucoup de soldats sont dans un état d'excitation violente et parlent de « couper la tête à tous les Kurdes » : la propagande du régime a porté ses fruits.

Arnaud de Wildenberg, un photographe de l'agence Gamma, qui était, lui, à Mahabad même, du côté kurde, le samedi 25, a pu constater que les abords de la ville étaient truffés de mortiers. « Les Kurdes, dit-il, prétendent disposer d'une douzaine de chars et d'une quinzaine de missiles anti-aériens. » Une rumeur court à Mahabad : ils bénéficieraient aussi d'une aide soviétique et du concours d'un bon nombre de fedayin, passés à l'opposition active.

Les paroles incendiaires de Khomeiny, la détermination du Dr Ghassem-lou — le leader kurde toujours présent à Mahabad, où il harangue ses troupes — les dispositifs militaires mis en place de part et d'autre, tout laisse prévoir un affrontement violent.

du cheikh Husseini ni du Dr Ghassem-lou. Et il lance aux Kurdes un avertissement qui rend recevable son message, aux yeux de Khomeiny : « Ils doivent savoir, dit-il, que l'Armée iranienne est assez puissante pour les écraser et que, s'ils comptent sur un soutien de l'étranger, ils pourront se retrouver abandonnés de tous. »

Certes, le gouvernement, dans l'accord du 29 août, fait quelques promesses aux Kurdes : les militants de base du P.d.k. bénéficient d'une amnistie ; les pasdars seront désignés au sein de la population locale ; la caserne de Mahabad sera transformée en université dès que l'Armée aura évacué la ville. Mais, dans l'immédiat, l'imam obtient ce qu'il voulait : l'Armée, « son » armée, entre à Mahabad. Et les



Exécution de onze Kurdes à Sanandaj, le 27 août, par un peloton de pasdars.

D'autant plus que la radio annonce, mercredi matin 29 août, qu'une importante garnison de l'Armée iranienne, proche de la frontière irakienne, a été attaquée au mortier et à la mitrailleuse lourde par des partisans du P.d.k. Alors que la tension est à son comble, le gouvernement annonce, cet après-midi-là, qu'il vient de conclure un accord avec la municipalité de Mahabad. La surprise est générale.

Khomeiny a-t-il été finalement sensible à certains conseils de modération ? Une chose est sûre : il n'a pu ignorer l'appel au cessez-le-feu lancé le matin même par l'ayatollah Shariatmadari. Le n° 2 de la hiérarchie chi'ite — qui jouit d'une autorité incontestée dans son Azerbaïdjan natal et d'un immense prestige dans tout le pays — rompt un silence de plusieurs semaines : il invite les deux parties à « éviter un bain de sang » et à entamer des négociations pour étudier les problèmes kurdes dans une atmosphère fraternelle. Shariatmadari ne fait mention ni

deux leaders, politique et religieux, de la ville restent à l'évidence sous mandat d'arrêt. Aux yeux de l'Iran, les Kurdes ont perdu la partie.

Est-ce à dire qu'ils ont perdu la guerre ? Tous les observateurs soulignent que le terrain déboisé du Kurdistan, du côté iranien, se prête beaucoup plus mal à la guérilla que du côté irakien. D'autre part, les divisions traditionnelles des Kurdes demeurent vives, en dépit de l'« union sacrée » prétendument scellée contre Khomeiny. Entre le P.d.k. et les Barzani, les vieilles rancunes ne sont pas effacées. Khomeiny peut aussi jouer sur les « féodaux » kurdes, les propriétaires terriens, dont on dit déjà qu'ils seront les bénéficiaires de la « journée de revenus pétroliers » que l'imam entend consacrer à la reconstruction du Kurdistan.

Enfin — et c'est peut-être là l'essentiel — les Américains, en annonçant la reprise des livraisons de pièces détachées militaires à l'Iran au moment même où la répression frappait les Kurdes, ont clairement montré qu'ils préféreraient jouer l'unité du pays à Qom plutôt que les droits de l'homme à Mahabad. JEROME DUMOULIN ■